



## Arrêt

**n° 89 074 du 4 octobre 2012  
dans l'affaire X / V**

**En cause : X**

**ayant élu domicile : X**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

### **LE PRÉSIDENT F. F. DE LA V<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 6 juin 2012 par X, qui déclare être de nationalité rwandaise, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 16 mai 2012.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 3 août 2012 convoquant les parties à l'audience du 11 septembre 2012.

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me I. TWAGIRAMUNGU, avocat, et A. JOLY, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. L'acte attaqué**

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

#### **« A. Faits invoqués**

*Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité rwandaise et d'appartenance ethnique tutsi. Vous êtes née le 24 décembre 1968 à Nyarugenge. Vous avez quatre enfants, tous au Burundi avec leur mère. Jusqu'à votre départ du Rwanda, vous exerçiez la profession de constructeur.*

*En juillet 2010, vous rejoignez les FDU (Forces Démocratiques Unifiées). Vous devenez directement chargé de la mobilisation dans la zone d'Umutekano.*

Le 6 août 2010, alors que vous tentez de rallier [P.N.], vous êtes arrêté, tous deux, par des policiers en civil. Vous êtes emmenés à la brigade de Nyamirambo où est êtes torturé et interrogé. Après deux jours, [P.N.] est relâché.

Après un mois de détention, vous êtes transféré à la brigade de Kicukiro.

Le 15 novembre 2010, grâce à l'intervention de votre femme, vous vous évadez. Vous partez directement pour l'Ouganda.

De là, le 18 janvier 2011, vous prenez un avion pour la Belgique où vous arrivez le lendemain. Vous introduisez votre demande d'asile dès votre arrivée.

## **B. Motivation**

Après avoir analysé votre dossier, le Commissariat général constate que vous n'êtes pas parvenu à établir de façon crédible votre crainte de persécution au sens de la Convention de Genève ou un risque réel de subir les atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire.

**Premièrement, le Commissariat général n'est pas convaincu que vous ayez été membre des FDU et que vous ayez été chargé de mobilisation pour ce même parti. Partant les persécutions que vous prétendez avoir connues du fait de cette implication politique ne sont pas crédibles.**

D'emblée, le Commissariat général constate qu'une contradiction apparaît suite à l'analyse de vos déclarations concernant votre adhésion au parti FDU. Devant l'Office des étrangers, vous avez déclaré être membre des FDU depuis le 1er mai 2010 (questionnaire Offices des étrangers du 3 février 2011, point 3.3). Or, devant le Commissariat général vous déclarez que cette adhésion date des environs du 20 juillet 2010 suite à une conversation avec [C.K.] (rapport d'audition du 8 mai 2012, pp. 9 et 12). Confrontée à cette contradiction, vous expliquez que vous avez commencé à parler du parti avec [C.K.] en mai 2010 et qu'on vous a mal compris à l'Office des étrangers (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 19), le Commissariat général ne peut croire à une telle explication, en effet, vous avez précisé que cette discussion avec Christine a eu lieu en juillet 2010, dès lors votre adhésion ne peut pas être postérieure à celle-ci puisque vous expliquez que c'est cette conversation qui vous a conduit à adhérer aux FDU (rapport d'audition du 8 mai 2012, pp. 9, 12, 13).

Cet élément à lui seul compromet gravement la crédibilité de votre appartenance aux FDU.

La conviction du Commissariat général est renforcée par vos nombreuses ignorances concernant le parti auquel vous prétendez être membre. En effet, vous êtes incapable de citer le nom de cadres locaux des FDU (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 17) ou de faire état des démarches effectuées par le parti pour se faire enregistrer au Rwanda (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 16). De même, il apparaît que vous ne pouvez expliquer les différences qui existent entre les FDU et le PS Imberakuri, déclarant que si vous avez adhéré au premier, c'est parce qu'on vous a jamais sollicité pour le second (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 15).

Des tels propos ou ignorances ne peuvent nullement refléter une adhésion idéologique réelle aux principes et valeurs des FDU ou une fonction de chargé de recrutement au sein du même parti.

Le Commissariat général relève encore que bien que vous affirmiez avoir été recruté par [C.K.], avoir été institué "chargé de recrutement" par cette dernière et qu'il apparaît qu'elle était votre seul contact au sein du parti, vous ne savez pas quelle fonction celle-ci occupe au sein des FDU (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 12). Cette ignorance sur un élément aussi fondamental n'est pas crédible.

Par ailleurs, il n'est pas plus crédible que vous n'ayez pas tenté de prévenir le parti des problèmes que vous rencontriez suite à votre adhésion (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 18) et ce, alors que le parti aurait pu vous aider.

Ensuite, notons que vous avez totalement arrêté vos activités pour le parti depuis votre arrivée en Belgique (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 17). Ce désintérêt soudain et total par rapport aux FDU n'est pas vraisemblable alors que selon vos propres déclarations, vous avez exercé votre militantisme au Rwanda au péril de votre vie (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 11).

Relevons également que vous affirmez avoir eu une carte de membre du parti (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 18). Or, d'après les informations objectives à la disposition du Commissariat général et dont une copie est versée à votre dossier administratif, les FDU n'ont jamais émis de carte de membre. Cette contradiction avec les informations objectives du Commissariat général affecte un peu plus la crédibilité à accorder à votre récit.

Pour le surplus, le Commissariat général considère que votre fonction de "chargé de recrutement" est très peu crédible. Ainsi, il n'est pas vraisemblable que vous ayez été nommé à cette fonction par une seule personne et ce, seulement quelques jours après avoir adhéré au parti, sans qu'aucune formation ne vous ait été proposée (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 13).

**Deuxièmement, le Commissariat général ne peut croire que vous ayez été arrêté et emprisonné durant trois mois.**

Tout d'abord, le Commissariat général note à nouveau une contradiction entre vos déclarations devant l'Office des étrangers et devant lui. En effet, vous avez au départ déclaré avoir été arrêté à votre domicile (questionnaire Office des étrangers du 3 février 2011, point 3.5). Tandis que lors de votre audition du 8 mai 2012, vous affirmez à deux reprises avoir été arrêté au domicile de [P.N.] (rapport d'audition du 8 mai 2012, pp. 11 et 20). Bien que vous n'ayez pas été confronté à cette contradiction, elle porte sur un élément fondamental de votre arrestation et jette le doute sur celle-ci.

En outre, le Commissariat général estime très peu crédible que suite à votre arrestation des policiers vous aient conduit auprès de votre famille afin que vous puissiez expliquer ce qu'il vous arrivait (rapport d'audition du 8 mai 2012, pp. 20-21). De tels propos ne permettent de croire à la réalité des faits que vous invoquez à l'origine de votre demande d'asile.

Le fait que vous soyez incapable de citer vos occupations durant vos trois mois de détention ou de mentionner une anecdote (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 21) empêche le Commissariat général de croire au caractère vécu de votre détention. Cette conviction est confortée par le manque d'informations que vous avez quant aux démarches effectuées par votre femme pour vous faire libérer, mentionnant uniquement le fait qu'elle a contacté un policier (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 21).

**Enfin, les documents que vous versez à l'appui de votre demande d'asile ne permettent pas de rétablir la crédibilité défailante de vos déclarations.**

Votre carte d'identité (ancienne) (document n°1, farde verte au dossier administratif) tend à prouver votre identité et votre nationalité, sans plus. Elle ne permet pas de rétablir la crédibilité de vos propos.

Concernant l'avis de recherche à votre nom (document n°2, farde verte au dossier administratif), ce dernier étant une copie, le Commissariat général ne peut l'authentifier. En outre, ce document fait référence à la loi n°13/2009 du 17/04/2009 portant code et procédure pénale. Or, selon les informations disponibles au Commissariat général et dont une copie est versée à votre dossier administratif, la loi portant sur le code de procédure pénale porte le n° 13/2004 du 17/05/2004. De plus, l'article 83 mentionné dans ce document concerne le refus d'obtempérer à la réquisition ou de prêter serment pour les interprètes, traducteurs, experts et médecins, ce qui n'est pas votre cas. Il n'est pas permis de croire que ce document est authentique alors que les références légales qu'ils mentionnent sont erronées.

L'attestation de la Ligue des droits de la personne dans la région des Grands Lacs (document n°3, farde verte au dossier administratif) est basée sur les propos de votre épouse (rapport d'audition du 8 mai 2012, p. 21 et document lui-même). Par conséquent, seul un faible crédit peut lui être accordé.

Votre attestation de services rendus et votre diplôme (document n°4 et 7, farde verte au dossier administratif) n'ont aucun rapport avec les faits que vous invoquez à l'origine de votre crainte de persécution.

Les attestations de scolarité de vos enfants au Burundi (documents n°5, farde verte au dossier administratif) sont des indices du fait que vos enfants suivent leur scolarité en dehors du Rwanda, le Commissariat général est, cependant, dans l'incapacité de vérifier les motifs à l'origine de cet établissement au Burundi.

*Vos plaintes déposées en Belgique (documents n°2, farde verte au dossier administratif) démontrent que vous avez fait l'objet de vols, sans plus.*

*Votre prescription ophtalmologique (document n°8, farde verte au dossier administratif) n'a quant à elle aucun rapport avec votre demande d'asile.*

***Au vu de ce qui précède, le Commissariat général est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou de croire en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.***

### **C. Conclusion**

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers.»*

## **2. La requête**

2.1 Dans sa requête introductive d'instance, la partie requérante reprend *in extenso* les faits figurants dans la décision entreprise.

2.2 Elle prend un moyen tiré de la violation de l'article 1 A 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative aux réfugiés (ci-après dénommée la « Convention de Genève »), de la violation des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »), de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, de la violation du principe général de bonne administration et de l'erreur d'appréciation

2.3 Elle conteste en substance la pertinence des motifs de la décision entreprise au regard des circonstances particulières de la cause.

2.4 En conclusion, elle sollicite la réformation de la décision attaquée et la reconnaissance de la qualité de réfugié au requérant ou à défaut de lui octroyer le statut de protection subsidiaire.

## **3. Les documents déposés devant le Conseil**

3.1 La partie requérante dépose à l'audience du 11 septembre 2012 une attestation médicale en néerlandais accompagnée de photographies de blessures du requérant.

3.2 Indépendamment de la question de savoir si ces pièces constituent un nouvel élément au sens de l'article 39/76, § 1er, alinéa 4 de la loi du 15 décembre 1980, elles sont produites utilement dans le cadre des droits de la défense, dans la mesure où elles étayent la critique de la partie requérante à l'égard de la décision attaquée. Elles sont, par conséquent, prises en considération.

## **4. L'examen de la demande**

4.1 L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 ». Ledit article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

4.2 La décision attaquée rejette la demande d'asile du requérant après avoir relevé une contradiction sur sa date d'adhésion aux Forces Démocratiques Unifiées (FDU), des méconnaissances sur des données élémentaires des FDU ainsi que sur la fonction précise de son unique contact au sein du parti. Elle estime par ailleurs qu'il n'est pas crédible que le requérant n'ait pas tenté de prévenir son parti de son incarcération et remarque un désintéret soudain, en Belgique, pour les FDU, incompatible avec son

militantisme passé. Elle soutient également qu'il est impossible que le requérant possède une carte de membre des FDU puisque selon les informations disponibles, de telles cartes n'existent pas. Elle estime par ailleurs qu'il est invraisemblable qu'il ait été nommé au poste de chargé de recrutement rapidement et sans aucune formation. Elle relève une divergence sur le lieu de son arrestation et une invraisemblance concernant la prise de contact avec sa famille suite à son arrestation. Enfin, elle estime qu'au vu de ses propos lacunaires sa détention n'est pas crédible et que les documents déposés n'ont qu'une force probante limitée et ne permettent pas de rétablir la crédibilité défailante des déclarations fournies.

4.3 La partie requérante conteste la motivation de la décision entreprise. Sur la contradiction quant à son engagement au sein du parti politique des FDU elle soutient qu'il a eu une première rencontre en mai 2010 mais que ce n'est qu'en juillet 2010 qu'il a adhéré au parti. Elle rappelle qu'il s'agit d'un parti non reconnu ce qui explique les méconnaissances du requérant. Elle soutient qu'il n'a pas prévenu son parti de sa détention car il n'a reçu aucune visite de son recruteur. Quant à sa carte de membre, la partie requérante affirme que le parti des FDU au Rwanda dispose de cartes provisoires et que certains membres en possèdent. Elle affirme que le requérant a été torturé en prison, qu'il était replié sur lui-même et ne communiquait pas avec les autres. Elle estime que les documents fournis corroborent le récit du requérant.

4.4 En l'espèce, la motivation de la décision attaquée est suffisamment claire et intelligible pour permettre à la partie requérante de saisir pour quelles raisons sa demande a été rejetée. En mettant en exergue la contradiction relative à la date d'adhésion aux FDU, les méconnaissances sur les données élémentaires de ce parti et son désintérêt soudain pour ce dernier une fois en Belgique, le Commissaire général expose à suffisance les raisons pour lesquelles le requérant n'a pas établi qu'il craint d'être persécuté en cas de retour dans son pays d'origine.

4.5 Le Conseil se rallie aux motifs de la décision entreprise. Il considère que ceux-ci se vérifient à la lecture du dossier administratif et sont pertinents. Le Conseil considère tout particulièrement pertinent le motif tiré de l'invraisemblance de la nomination précoce et sans aucune formation du requérant au poste de chargé de recrutement de ce parti présenté comme non reconnu. Les ignorances du requérant concernant le parti dont il dit avoir été membre sont constatées et pertinemment relevées par la décision attaquée. Par ailleurs le fait que le requérant dispose d'une carte de membre alors qu'il n'en existe pas selon les informations disponibles renforce sérieusement le manque de crédibilité de son récit. Enfin, le Conseil observe que la contradiction relative au lieu de l'arrestation est présente à la lecture de la décision attaquée et estime à l'instar de la partie défenderesse que les propos du requérant relatifs à sa détention manquent de concret permettant d'accréditer cette partie du récit produit.

4.6 Les motifs de la décision attaquée ne sont pas valablement rencontrés en termes de requête, laquelle se borne pour l'essentiel à contester la pertinence de la motivation de la décision querellée mais n'apporte aucun élément personnel, pertinent, convaincant ou probant permettant de remettre en cause les motivations de la décision querellée et ne développe, en définitive, aucun moyen susceptible d'établir le bien fondé des craintes alléguées. En effet, le Conseil constate à cet égard que la partie requérante ne répond que par des arguments de fait et des propos généraux tels que repli sur soi du requérant pour tenter d'expliquer le motif de la décision attaquée soulignant l'absence de vécu de la détention alléguée. Les arguments développés par la requête introductive d'instance ne convainquent pas le Conseil.

4.7 Enfin la partie requérante estime que les documents produits corroborent le récit du requérant sans de plus amples clarifications alors que la partie défenderesse souligne à juste titre leurs faiblesses. La partie requérante avance notamment quant à l'inauthenticité de la copie de l'avis de recherche produit, soulignée par la décision attaquée, que le requérant n'est pas l'auteur de cette pièce et qu'en conséquence l'argument de la décision attaquée n'est pas de nature à lui porter préjudice. Le Conseil ne peut nullement faire sienne cette argumentation, la partie requérante étant pleinement responsable des pièces produites à l'appui de sa demande d'asile.

4.8 En conclusion, la partie requérante n'avance pas d'argument convaincant qui permette de soutenir sa critique selon laquelle la partie défenderesse n'a pas suffisamment et valablement motivé sa décision ou a violé les dispositions légales et les principes de droit visés au moyen ; le Commissaire général a, au contraire, exposé à suffisance les raisons pour lesquelles il parvient à la conclusion que la partie requérante n'a établi ni la réalité des faits invoqués, ni le bien-fondé de la crainte alléguée.

4.9 Enfin, les pièces médicales produites à l'audience ne permettent pas une autre conclusion, une telle absence de crédibilité du récit d'asile ne pouvant être renversée par la constatation de type médical recelée par ces pièces, les circonstances des coups et blessures constatées ne peuvent être liées au récit produit au vu de son absence totale de crédibilité.

4.10 Au vu de ce qui précède, il apparaît que le Commissaire général n'a pas fait une évaluation incorrecte de la crédibilité du récit produit. Il s'ensuit que la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, §2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés.

4.11 Quant à la protection subsidiaire, l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 énonce que le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves : a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

4.12 La partie requérante ne développe aucune argumentation sur pied de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Dans la mesure où le Conseil estime que les faits invoqués par la partie requérante pour se voir reconnaître la qualité de réfugié ne sont pas établis, il n'aperçoit en l'espèce aucun élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, §2, a) et b) de la loi du 15 décembre 1980.

4.13 Quant au risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil constate que la partie requérante ne fournit pas le moindre élément ou argument qui permettrait d'établir que la situation qui prévaut actuellement dans son pays d'origine puisse s'analyser comme une situation de "*violence aveugle en cas de conflit armé*" au sens de cette disposition, ni qu'elle soit visée par cette hypothèse. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif ou dans le dossier de procédure, aucune indication de l'existence de pareils motifs.

4.14 Il n'y a par conséquent pas lieu de faire droit à la demande de la partie requérante de bénéficier de la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

#### **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

##### **Article 1<sup>er</sup>**

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

##### **Article 2**

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quatre octobre deux mille douze par :

M. G. de GUCHTENEERE,

Mme M. PILAETE,

Le greffier,

M. PILAETE

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

greffier assumé.

Le président,

G. de GUCHTENEERE